

Conférence des premiers ministres sur l'économie

Une conférence sur l'économie a réuni, pendant trois jours à Ottawa, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, et les dix premiers ministres des provinces.

Participaient à la rencontre, MM. Brian Peckford (Terre-Neuve), Richard Hatfield (Nouveau-Brunswick), John Buchanan (Nouvelle-Écosse), René Lévesque (Québec), William Davis (Ontario), Allan Blakeney (Saskatchewan), Peter Lougheed (Alberta) et William Bennett (Colombie-Britannique), auxquels sont venus se joindre deux nouveaux premiers ministres, M. James Lee (Île-du-Prince-Édouard) et M. Howard Pawley (Manitoba).

Étant donné l'influence de la politique monétaire sur l'économie, le président de la Banque du Canada, M. Gerald Bouey, a participé à certaines séances.

Le principal objectif de la Conférence, qui s'est ouverte le 2 février, était de permettre une consultation entre les premiers ministres. Les discussions ont porté, principalement, sur la stratégie du développement économique. Les premiers ministres ont abordé tour à tour les problèmes des taux d'intérêt, du chômage, de l'inflation, ainsi que la question des accords fiscaux.

Parallèlement a eu lieu une rencontre entre le ministre fédéral des Finances, M. Allan MacEachen, et ses homologues provinciaux, pour discuter d'une nouvelle formule de péréquation.

Déclaration du Premier Ministre

"Nous sommes ici pour nous consulter, nous informer de ce que chacun fait, échanger des idées et examiner ce que nous pouvons faire pour conjuguer nos efforts en vue d'améliorer l'économie de chaque région du Canada et de l'ensemble du pays", a déclaré M. Trudeau dans sa déclaration d'ouverture.

Après avoir rappelé qu'il n'existe aucune solution miracle pour changer la situation du jour au lendemain et que la situation du Canada est interdépendante, dans une certaine mesure, de celle qui prévaut aux États-Unis, le Premier Ministre du Canada a poursuivi: "...Mais nous aurions tort de croire que nous pouvons attribuer tous nos problèmes à des forces dont la maîtrise nous échappe. Il y a au Canada deux problèmes: l'inflation et le chômage. Si nous ne freinons pas la tendance à long terme vers l'augmentation continue du taux d'inflation suivant le rythme des fluctuations de la production

et de l'emploi, nous ne ferons que nous leurrer. Notre politique de modération se fonde sur notre conviction profonde qu'en imprimant de plus en plus de billets de banque ou en neutralisant les progrès que nous faisons au chapitre de la réduction du déficit par l'instauration, à ce moment-ci, d'importantes mesures générales de stimulation de l'économie, nous compromettrions d'une manière inacceptable nos chances de réduire l'inflation et d'abaisser les taux d'intérêt à long terme, tout en ne marquant, par ailleurs, que quelques points temporaires au chapitre de l'emploi...

"Nous essayons donc de suivre une ligne d'action qui nous permettra de sortir le mieux possible de cette sombre période tout en préparant notre économie à profiter pleinement de la prochaine étape de croissance économique. Cette prochaine étape, nous en sommes assurés, offrira aux Canadiens la meilleure chance de leur histoire de jouir d'un développement économique sainement réparti dans chaque région du pays, et elle accroîtra très considérablement les perspectives de l'emploi, partout au Canada.

"La ligne d'action que nous suivons est d'inspiration strictement canadienne. Nous ne procéderons pas à des coupures sombres dans le budget des grands programmes sociaux qui servent la population. Ces programmes destinés aux Canadiens, que ce soit l'assurance-maladie, l'aide aux personnes âgées, les allocations familiales, l'assurance-chômage et bien

d'autres, ont toujours été l'expression de notre vouloir-vivre collectif, de notre désir de travailler ensemble et de partager entre nous. Leur importance est plus grande que jamais en ces temps difficiles et nous sommes déterminés à les améliorer encore, une fois l'économie rétablie.

"Notre ligne d'action s'inspire de la modération, mais aussi de l'équité, afin de répartir le fardeau le plus justement possible. C'est dans cet esprit que nous avons entrepris de protéger les grands programmes sociaux, que nous avons proposé les récents changements au régime d'impôt sur le revenu et que nous octroyons une aide spéciale aux industries qui se trouvent dans une situation très critique...

"Notre ligne d'action ... vise un troisième objectif: le renouveau économique, le bien-être futur des Canadiens..."

"...Le gouvernement du Canada a déjà présenté sa vision de l'économie canadienne des années 80 dans l'exposé de stratégie qu'il a publié en novembre dernier... Nous avons manifesté à ce moment-là notre intention d'orienter nos efforts vers cinq domaines économiques prioritaires: le développement industriel, la mise en valeur des ressources, les transports, la promotion des exportations et le développement des ressources humaines. C'est dans ce cadre, lequel trouve ses équivalents dans bon nombre de vos propres plans, que nous pourrions nous entendre, je l'espère, sur les immenses possibilités d'avenir du Canada et sur les moyens que chacun de nous entend prendre pour aider les Canadiens à en profiter au maximum."



Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau (à droite), échange quelques mots avec le ministre fédéral des Finances et vice-premier ministre, M. Allan MacEachen, lors d'une séance de la Conférence des premiers ministres sur l'économie.

Jim Merrithew

Robert C. Ragsdale